

# Gilets jaunes, soutien populaire et associations.

## Peut-on gouverner contre le peuple ?

Jean Claude Boual  
Président du Collectif des Associations Citoyennes.

04/12/2018

Depuis plus de trois semaines un fort mouvement contre la politique globale d'Emmanuel Macron secoue la France. Vêtus de « gilets jaunes » les manifestants bloquent les routes, des points de circulation stratégiques et refusent tout encadrement et porte-parole : un mouvement « horizontal » dans lequel les réseaux sociaux jouent un rôle important pour la mobilisation ; un mouvement qui désoriente la classe politique comme les commentateurs politologiques, journalistes, sociologues... La colère qui s'exprime en dehors de toute structure, syndicale, associative ou politique pose évidemment des questions à ces organisations.

Depuis son élection à la présidence de la république, Emmanuel Macron a multiplié les contre-réformes, entreprises avec brutalité. Loin d'être des réponses aux problèmes de notre avenir -*réchauffement climatique, fracture sociale, réinvention du plein-emploi dans un contexte de révolution numérique*- ces réformes constituent un retour au XIXe siècle et à la misère sociale : remise en cause du code du travail, banalisation de l'état d'urgence, réduction arbitraire de l'aide au logement (APL), loi répressive sur l'immigration, loi ELAN détruisant le logement social, suppression impérieuse des emplois aidés.

La bien mal nommée loi « *Pour un État au service d'une société de confiance* » procède de la même logique : la destruction de l'État social a pour objectif de tout marchandiser, tout livrer au privé et assurer la domination de toute la société par les grands groupes multinationaux et les détenteurs de capitaux, c'est-à-dire les plus riches et les investisseurs institutionnels (fonds de pension, caisses d'épargne, fonds souverains, etc.). La France et les pays européens sont aujourd'hui considérés comme des colonies, soumis à des programmes d'ajustement structurels au mépris des personnes, des vies et des libertés.

Les « gilets jaunes » dans leur diversité et leurs contradictions, dans la diversité de leurs revendications expriment bien plus qu'une colère, le refus de ce diktat des puissances financières. Ils exigent de pouvoir s'en sortir, de vivre dans la dignité, et bloquent le pays pour se faire entendre. Ils expriment aussi une exigence de justice sociale et de développement équilibré des territoires, face à la suppression des bureaux de poste, des transports en commun, des lieux culturels, de l'absence de médecins, de la mise en faillite des hôpitaux publics, alors que les grands fraudeurs sont impunis en France et en Europe, mais pas au Japon.

Loin d'écouter les messages d'alerte, E. Macron et son gouvernement veulent aller encore plus loin dans les politiques néolibérales, grisés par une majorité de « godillots » et par la facilité avec laquelle toutes ces lois et dispositions ont été adoptées jusqu'ici par l'Assemblée nationale. Cette attitude hautaine et méprisante ne peut que renforcer la colère des manifestants et leurs légitimes revendications.

Les manifestations du 1<sup>er</sup> décembre ont rassemblé plusieurs centaines de milliers de personnes en France. C'était vraiment « le peuple » qui était là, c'est-à-dire des représentants des classes populaires et des classes moyennes, des artisans, des retraités, des salariés et des petits entrepreneurs, des gens des banlieues, des territoires ruraux et, à Paris, des manifestants venant de toutes les régions. L'immense majorité de ces manifestants étaient pacifiques. Il était clair que la révolte contre le prix des carburants ce n'était plus la revendication principale. A côté de l'exigence d'un changement de cap, des revendications politiques se sont faites jour, avec une forte remise en cause d'E. Macron, du gouvernement et du Parlement (« démission, dissolution »...).

On a cependant assisté à des actes de violence, malgré le nombre de policiers mobilisés. Certaines actions étaient dirigées contre des symboles du capitalisme : la Bourse (comme en 1968), la BNP, des magasins de luxe, mais il y a eu aussi des violences gratuites inexcusables contre des voitures, des petits commerçants et des équipements publics. On peut s'interroger sur la stratégie de maintien de l'ordre. Les Champs-Élysées avaient été désignés comme lieu de la manifestation et bunkerisés, mais sont restés vides car ils étaient pratiquement interdits d'accès aux manifestants compte-tenu de la multiplicité des contrôles à l'entrée. Il n'est donc pas étonnant que les manifestants aient été contraints de rester en dehors de ce soit disant périmètre sécurisé.

La réponse du gouvernement aux manifestations est depuis le WE de dénoncer violemment les violences, faisant l'amalgame avec la grande masse pacifique mais déterminée des gilets jaunes. Sur le plan politique il continue de répéter qu'il gardera le cap. Certains syndicats de policiers demandent même l'établissement de l'état d'urgence et le renfort de l'armée, et des responsables politiques à droite parlent de situation insurrectionnelle et les reportages télévisés de chaos. Cette stratégie cherchant à décrédibiliser le mouvement semble toutefois peu efficace puisque le 2 décembre 72 % des personnes interrogées soutiennent encore le mouvement (84 % le 28 novembre)<sup>1</sup>. Soyons clair, nous ne sommes pas dans une situation insurrectionnelle, ni révolutionnaire, simplement dans un mouvement social, contre une politique injuste de casse des services publics, de réduction ou la stagnation du pouvoir d'achat pour la plupart des français. Ils ne contestent ni l'existence du changement climatique, ni la nécessité de prendre des dispositions pour y faire face, ni les transitions à faire dans ce domaine, ni le principe des impôts (« impôts oui, taxes non ! »), mais ils veulent plus de justice dans les « efforts » à faire et n'acceptent plus qu'il y ait deux poids, deux mesures.

### ***Que peuvent les associations ?***

Les associations ne sont pas épargnées par les politiques de rigueur ni la financiarisation. Le Collectif des Associations Citoyennes défend depuis sa création le rôle indispensable des associations dans notre société, et le fait qu'elles constituent l'un des fondements de la démocratie et sont aussi un moyen principal d'initiatives du peuple depuis 2 siècles. C'est pour cela qu'il dénonce les politiques de marchandisation des associations, la diminution des subventions et leur mise en concurrence par les appels d'offres, y compris quand ils sont camouflés en appels à projet, par les contrats à impact social ou l'idéologie portée par les promoteurs de l'entrepreneuriat social. Avec la disparition des emplois aidés, beaucoup d'associations ont dû diminuer leurs activités et beaucoup ont disparu. Alors qu'elles assurent au sein des territoires ces innombrables tâches indispensables, les associations citoyennes sont systématiquement méprisées et progressivement étranglées. La caricature de plan proposée le 30 novembre par le jeune et fringant secrétaire d'État à la jeunesse en est la brillante démonstration. Celui-ci constate qu'il n'y a plus d'argent public et propose aux associations de faire appel à une « philanthropie à la française », en reproduisant le mot de Marie-Antoinette « ils n'ont plus de pain, qu'ils mangent de la brioche ». Cette comparaison était également inscrite sur les murs le 1<sup>er</sup> décembre par les Gilets Jaunes. Les dérisoires mesures décidées mardi 4 décembre, pour « répondre aux gilets jaunes » sont plus une provocation néolibérale que des décisions susceptibles de répondre à leurs revendications.

**C'est pourquoi les associations citoyennes, soumises aux mêmes politiques et destructrices que tous les citoyens, doivent faire se rapprocher des gilets jaunes, débattre avec eux pour la mise en commun ; participer aux mobilisations contre une politique qui brise toutes les solidarités, pour un combat qui est celui de tout un peuple.**

---

<sup>1</sup> [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/12/03/oui-les-gilets-jaunes-sont-bien-majoritairement-soutenus-dans-les-sondages\\_5392029\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/12/03/oui-les-gilets-jaunes-sont-bien-majoritairement-soutenus-dans-les-sondages_5392029_4355770.html)